L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 6 MARS 1886. 59me Année

Dufour, Donnet & Cie.,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 6 MARS 1886.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Bourse d'Encan St-Charles.

PAR JAS. P. GUINAULT—Charmante résidence rue de l'Esplanade, en parfait état, ayant été construite récemment. L'encadrement des rues St Claude et Elmire. Maison en briques rue St-Philippe, Nos 109 et 111. La maison No 267 rue des Ursulines.

PAR B. ONORATO—Propriété de valeur dans les Premier et Deuxième Districts. Aussi, coin Melpomène et White, le contenu de l'épicerie de détail, meubles de ménage, cheval, wagon, etc.

PAR MACON, PAUL & ROBINSON—La résidence en brique, confortable à deux étages, avec mansarde, No 222 rue Baronne, près Julie. Résidence de valeur avec un joli terrain spacieux, sur la rue Brainard, entre Jackson et Philip. Une action du N. O. Cotton Exchange.

PAR SPEAR & ESCOFFIER — Le No 233 Chemin du Bayou, entre les rues Villeré et Marais. Résidence élégante élevée sur pilliers en briques pour famille. Deux maisons en bois à deux étages, rue Marais, entre le Chemin du Bayou et la rue Quartier. Joli cottage dans le Deuxième District Nos 161 rue Tonti, entre Dumaine et St-Philippe; Nos 404 et 404 1/2 rue Ste-Anne, entre Johnson et Galvez. Maison neuve à deux corps de logis Nos 203 et 205 rue du Bayou, vis-à-vis de l'église St-Augustin.

PAR ALFRED BARNES, Constable. Nos 94 Passage de la Bourse, entre Conti et Bienville—Un lot de meubles de maison.

PAR LE MARSHAL DES ETATS-UNIS, à l'entrée principale de la Douane, rue du Canal—Une certaine portion de terre située dans le Sixième District de cette ville, avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Le Bureau des travaux publics de la Nlle-Orléans.

Nous avons déjà annoncé la création d'un Bureau des travaux publics, en vue d'assainir et d'embellir la Nouvelle-Orléans; cette association est définitivement constituée. Elle se compose des présidents et des principaux membres de notre Bureau de santé, de la Société sanitaire auxiliaire, de la société médicale, de la Chambre de Commerce, des différentes Bourses au coton, aux produits, au sucre, des Sociétés des Mechanics et des Lumbermen, le tout, formant un Bureau de cinquante directeurs.

Nous avons lu et relu, avec beaucoup de soin, la charte que vient de publier cette grande corporation, recrutée parmi nos citoyens les plus recommandables, les plus dévoués à la chose publique, et nous n'avons à lui adresser que des éloges chaleureux, sincères et sans aucune réserve. On sait quelle a été, jusqu'ici, la puissance de l'Association sanitaire auxiliaire et quelles belles choses elle a su accomplir, dans une sphère restreinte et avec des moyens limités.

La nouvelle corporation, reposant sur de plus larges bases, arbore le même drapeau, obéit aux mêmes principes, s'engage dans la même voie, poursuit le même but et doit arriver aux mêmes résultats bienfaisants.

Ce qui frappe, tout d'abord, en elle, c'est un horreur des intrigues de la politique, de la course aux emplois, de la chasse aux "jobs"; elle n'épargne aucune précaution pour ne pas verser dans l'ornière du politicianisme. Il faut avoir rompu tout lien avec le monde officiel, pour pénétrer chez elle, et quiconque accepte un emploi public est, par le fait, frappé de déchéance.

Là est toute la grandeur de l'œuvre; là est, pour elle, le principe du succès. Fait lamentable, mais incontestable—le politicianisme a le triste don de tout détrire, de tout stériliser; c'est le phylloxera de l'Union Américaine.

L'obstacle écarté et les mesures étant bien prises d'avance pour que l'ennemi ne pénètre jamais dans la place, il ne restait à la corporation qu'à s'organiser solidement, d'une façon permanente, et à combiner un bon plan de travaux. Il a été calculé, par des hommes compétents, qu'avec ce que la Municipalité a gaspillé, depuis une trentaine ou une quarantaine d'années, on aurait pu transformer complètement la Nouvelle-Orléans, en faire la ville la plus jolie, la plus agréable, la plus saine du globe.

Pourquoi, malgré toutes ces dépenses, rien n'est-il fait et tout reste-t-il à faire? Il a été commis d'énormes abus, sans aucun doute, mais, la part faite, aussi large que possible, aux négligences, aux abus, en aurait encore dû exécuter de grands et utiles travaux.

D'où vient qu'en dehors des améliorations dont nous sommes redevables au dévouement éclairé de l'association sanitaire auxiliaire, le pays reste-t-il rien, ou à peu près rien, de ce qui a été fait ou tenté?

C'est que l'on n'avait aucun plan bien arrêté; c'est que les systèmes d'assainissement changeaient à mesure que les voyers se succédaient. Tout a été dit sur ce qu'il y a à faire pour l'embellissement et le drainage de la ville: les plans abondent, presque tous sensés, presque tous ayant un bon côté. Ce que l'on néglige, l'autre le relève et s'en occupe d'une façon toute spéciale. Voilà près d'un demi siècle que l'on travaille au hasard, sans ordre, sans suite dans les idées, démolissant le lendemain ce que l'on avait construit la veille, refaisant ainsi le travail de Pénélope aux dépens de la communauté, pour la satisfaction de quelques amour-propres d'architectes ou dans l'intérêt de quelques faiseurs brouillons et avides.

Ce qui donne un prix exceptionnel à l'entreprise de la nouvelle corporation, c'est qu'un plan général de travaux étant une fois tracé, elle s'engage à n'en pas changer, à le poursuivre jusqu'au bout, sans broncher, sans permettre jamais qu'un système, adopté après de longues délibérations, de déraille dans un autre système contradictoire. Voilà ce qui assure le succès de l'œuvre.

Il va sans dire que, l'institution une fois fondée, la municipalité n'a plus rien à voir dans ce vaste ensemble de travaux. La Ville conserve l'entretien et le nettoyage des rues, et abandonne à la corporation la poursuite des grandes améliorations. Les deux administrations fonctionnent, chacune de son côté, sans se heurter, sans engager jamais le moindre conflit—autre garantie de réussite.

Reste la question financière. Voici, à cet égard, le système proposé. La Constitution de la Louisiane accorde aux différentes paroisses le droit de s'imposer certaines contributions, en vue de leurs améliorations locales, pourvu que, par un vote spécial, les populations y consentent—privilège qui est interdit à la paroisse d'Orléans seule. L'Association s'adresse donc à la Législature et la supplie d'amender la loi fondamentale, en ce sens, étuniquement en vue du but spécial qu'elle poursuit.

Le privilège obtenu—et la demande sera, à coup sûr, favorablement accueillie—elle s'adresse aux contribuables, propriétaires fonciers et leur dit:

"Voici qui nous sommes et ce que nous voulons faire. Si vous avez confiance en nous, si vous croyez que les travaux que nous méditons doivent transformer la Nlle-Orléans, l'assainir et donner une énorme plus-value à vos propriétés, accordez-nous une sur-taxe de cinq *mills* ou d'un demi pour cent, et nous nous mettons au travail immédiatement, d'après les plans que nous exposons sous vos yeux, et avec tout le dévouement, toute l'activité dont nous sommes capables."

Eh bien, faut-il le dire? Là est le côté faible du plan proposé. Nous avons confiance dans la nouvelle association. Il est impossible de réunir plus de conditions de succès, d'offrir plus de garanties de moralité, de probité, de dévouement. Nous ne méconnaissons pas d'entreprise plus belle, plus digne d'encouragements et d'appuis, mais est-il bien sûr que les contribuables, que les propriétaires fonciers consentent à cette surtaxe? Nous le souhaitons.

Dimanche Soir:
Dernière représentation de: **"Le Cœur et la Main,"** à l'Opéra.

Le *Times*, Shreveport, paroisse Caddo, Louisiane, du 4 mars:

Les froids qu'on nous avait annoncés pour hier n'ont pas été aussi intenses qu'on le croyait, mais ils nous ont fait comprendre que le printemps n'était pas encore arrivé.

—L'ancien hôpital a été détruit par un incendie, dans la nuit de samedi à dimanche. Plusieurs familles de couleur l'occupaient. Parmi les locataires du rez-de-chaussée se trouvaient M. Eugène Grelier et sa famille. Toute la bâtisse a été dévorée par les flammes; les pompiers sont venus trop tard, attendu que la cloche du beffroi était tombée au premier coup qu'elle avait fait entendre. La perte totale est de $3500. Presque tout était assuré.

—La compagnie de presse à coton Monroe vient de se former au capital de $60,000, divisés en actions de $10. L'hon. F. G. Hudson en a été élu président et M. F. Adams vice-président.

L'*Eagle*, paroisse St-Bernard, Louisiane, du 4 mars:

M. W. P. Green, de l'habitation Creedmoor, Terre aux Bœufs, nous assure que le plant de cannes n'a pas été très gravement atteint par les gelées. La canne qui était en matelas a, peut-être, souffert un peu, mais il ne peut dire jusqu'à quel point. Il est probable que les premiers bourgeons et peut-être aussi les seconds, des souches ont été détruits, mais le mal se bornera là.

—M. Louis Ruch, de la stalle No. 1, du marché Poydras, a acheté le Bœuf Gras qui doit figurer à la parade du Mardi Gras.

L'animal pèse 2,000 livres, a été élevé au Texas, et était consigné à la maison de commission de MM. C. Mehle et Cie.

La propagation de la langue française.

Un public très nombreux était venu assister, tout récemment, dans la salle des Mariages de la mairie du 5e arrondissement de Paris, à la conférence que M. Pierre Foncin, inspecteur général de l'instruction publique, devait faire sous les auspices de l'Association nationale pour la propagation de la langue française dans les colonies et à l'étranger.

M. Dubief, maire du 5e arrondissement, présidait, assisté de M. Victor Duruy, ancien ministre, membre de l'Académie française.

M. le président a dit quelques mots sur l'Association, dont, à son tour, M. Duruy s'est chargé d'indiquer l'esprit et les aspirations. "Un des conquérants de l'Algérie, a-t-il dit, le maréchal Bugeaud, avait pris pour devise: *Ense et aratro*, par l'épée et par la charrue". Nous ajoutons: *et libro*, et par le livre. Car, après l'épée, qui commence la conquête, après la charrue, qui la continue et la rend féconde, il convient de ne pas oublier le livre, qui l'achève et la fait durable."

M. P. Foncin a pris la parole après M. Duruy. Le but de l'Association nationale, dit le conférencier, est suffisamment indiqué par le nom qu'elle a pris. Défendre sa langue nationale, c'est, pour un peuple, défendre ce qu'il y a de plus immatériel en lui, c'est protéger ce qui survit à toutes les catastrophes, à la disparition même, l'expression personnelle de ses idées, de son caractere, de son génie intellectuel. On sait que telle a, été la préoccupation constante du tout-puissant ministre d'une nation voisine. On a pu trouver quelquefois ontrées ou puériles les mesures qu'il prenait en ce sens; mais c'est une preuve de plus du soin jaloux avec lequel on doit veiller à l'intégrité d'une langue comme on veille à l'intégrité des frontières. Cependant, la simple défensive ne saurait suffire quand il s'agit de la langue d'un pays. Elle est soumise, comme les individus et les peuples, à la lutte pour l'existence; et c'est par la propagation qu'elle combat.

A l'heure actuelle, cent millions d'hommes répandus sur une superficie de trois milliards d'hectares — le quart du globe terrestre environ — parlent l'anglais. Sur les cent millions d'habitants que comptent la Russie d'Europe et la Russie d'Asie, soixante parlent la langue nationale, le reste la parlera avant peu; la langue russe règne ainsi sur un vaste empire de deux milliards d'hectares, et il est incontestable qu'en Asie — au moins dans l'Asie septentrionale et centrale — l'avenir lui appartient. La langue espagnole a la plus grande partie de l'Amérique bien à elle, la langue portugaise est appelée dans le bassin de l'Amazone à un très brillant avenir. Quant à l'allemand, il ne s'est point propagé au dehors, malgré l'incessante immigration allemande. Il n'y a nulle part, hors d'Europe, de petite Allemagne; mais il y a, en Europe, une grande Allemagne qui comprend soixante millions d'âmes. Enfin, la langue française parlée par quarante-cinq millions d'Européens, et, dans les autres parties du monde, seulement par quatre millions d'hommes, sur lesquels trois millions de Canadiens.

Tel est, au point de vue des langues européennes et de leur concurrence, le bilan de la situation.

Lorsqu'elle s'est fondée, l'Association pour la propagation de la langue française n'a d'abord, afin d'agir avec méthode, se demander de quel côté elle tournerait ses premiers efforts. S'inspirant des paroles que Prévost-Paradol prononçait en 1868, elle a jeté les yeux sur le bassin de la Méditerranée — ce grand lac français — et en particulier sur l'Algérie.

L'Algérie, comme la Tunisie et le Maroc, fait partie intégrante d'une région bien distincte, sorte d'Afrique mineure ou européenne, dont la nature a nettement dessiné les frontières. Elle n'est exclusivement ni un piège de peuplement ni un pays d'exploitation, elle est l'un et l'autre. La race française peut y vivre et s'y reproduire à côté de la vieille race des Berbères arabisés et se mêler à elle. Dès le moment où la conquête put être considérée comme achevée, c'est-à-dire vers 1860, les gouvernements militaires, dont on dit pourtant beaucoup de mal, fondèrent successivement une trentaine d'écoles, mais c'était bien peu pour enseigner notre langue à une population de trois cent mille enfants. Lorsque nos colons se furent répandus sur le territoire, des progrès furent réalisés. Toutefois, il n'y a encore que quatre ou cinq mille petits Arabes qui apprennent le français. De grands efforts ont été faits, avec le concours de l'Association française, par M. Jules Ferry, qui, étant ministre de l'Instruction publique, fonda, en Kabylie, de nombreuses écoles.

L'Association pour la propagation de la langue française compte M. Tirman parmi ses membres les plus dévoués; elle recueille tous les jours en Algérie des adhésions nombreuses parmi les fonctionnaires et les professeurs.

L'Association n'a pas borné ses efforts à l'Algérie. Elle a des correspondants dans tout le bassin de la Méditerranée: en Tunisie, où elle est puissamment secondée par M. Cambon, au Maroc, en Egypte, où elle peut compter sur le concours de M. Maspéro, elle a des écoles françaises.

Il en est de même dans plusieurs villes de la Turquie ou de la Syrie: à Beyrouth, l'Association subventionne une école de médecine française. Elle a noué des relations avec seize églises wallonnes de Hollande, dont les fidèles sont les descendants de Français réfugiés après la révocation de l'Edit de Nantes.

Hors d'Europe, la langue française n'est pas moins propagée: à Maurice, qui est comme un Canada dans le Grand Océan,—aux Iles Seychelles, où l'on parle un français corrompu. Quant aux Canadiens eux-mêmes, ils pénètrent tous les jours de plus en plus dans le Nord des Etats-Unis, où déjà 600,000 Canadiens sont établis et parlent le français.

Enfin ce soir même, dit M. Foncin, part notre vice-président M. P. Bert. Il sera en Indo-Chine notre auxiliaire puissant et dévoué.

Tous nos vœux et les vœux de tous les Français l'accompagnent.

Le scrutin du 14 février, en France.

La *République Française* du 16 février:

Nous ne dissimulerons pas que les belles élections de dimanche, si elles ne nous ont pas surpris, nous ont causé la plus vive satisfaction. En enlevant à la droite une partie des voix que l'emploi de moyens frauduleux lui avait acquises, en fortifiant la majorité gouvernementale, elles vont contribuer à améliorer singulièrement la situation politique actuelle. Mais, peut-être, leur effet moral sera-t-il plus considérable encore que leur résultat matériel. Ces élections sont la répétition du scrutin du 18 octobre. Elles démontrent de la manière la plus évidente que, dans le pays, l'idée républicaine n'a perdu aucun terrain. Que les républicains, au moment où le corps électoral va prononcer, consentent à oublier leurs rancunes personnelles et leurs querelles de la veille: qu'ils sachent se réunir contre l'adversaire commun: qu'ils tournent contre cet adversaire tous leurs efforts et qu'ils activent leur propagande; que le gouvernement, de son côté, sans manquer au devoir suprême de loyauté électorale qui s'impose à lui, ne s'abandonne pas; qu'il ne se dérobe pas en face de l'ennemi, et le verdict est assuré. Ah! nous n'aimons guère les récriminations, et ce n'est pas au lendemain d'une victoire qu'on serait excusable de revenir avec amertume sur le passé; et, cependant, nous ne pouvons pas nous empêcher de constater qu'il nous était possible, le 4 octobre, d'obtenir des succès aussi brillants que ceux que nous avons remportés depuis! Ce qui fait l'importance des succès d'hier, c'est qu'ils se sont produits sur les points les plus éloignés du territoire national. Partout, dans toutes les régions, dans l'Ardèche comme dans Ille-et-Vilaine, où la réaction ne peut même pas présenter de candidat; dans les Landes, comme dans la Lozère et en Corse, la République est en progrès; elle est acclamée comme le gouvernement nécessaire, indispensable, le seul qui puisse donner la sécurité et réaliser les réformes que réclame la démocratie. Et le mode de consultation ne change en rien la réponse du pays. Le suffrage sénatorial ne diffère guère du suffrage universel, car si nous sommes une fois encore battus dans le Pas-de-Calais, c'est à un nombre si faible de voix, que l'on peut hardiment affirmer que l'élection prochaine sera en notre faveur. Il y a un an, dans ce département, M. Hamille, le candidat bonapartiste dont on disputait le siège du successeur, l'emportait de haute lutte; il distançait de près de trois cents voix ses concurrents républicains. Dimanche, notre vaillant ami M. Camescasse n'a échoué que de 26 voix, et cinq conseillers généraux républicains étaient absents pour cause de maladie.

Nous comprenons que la réaction soit aujourd'hui comme abasourdie. L'attitude des membres de la minorité, à la séance d'hier, était navrée. Rien qu'à parcourir du regard les bancs de la droite, on devinait que le parti venait de recevoir le plus rude coup de massue. Le langage des journaux des diverses fractions de l'opposition anti-républicaine est tout à fait contradictoire. Les groupes différents qui constituent cette opposition en sont à vociférer les uns contre les autres; demain, ils s'injurieront. Le *Monde* et la *Gazette de France* gardent une certaine tenue. Pour eux, c'est l'unique pression administrative qui a tout fait, et les républicains auraient mauvaise grâce à triompher de cette victoire, "car, dit gravement la première de ces feuilles, les moyens employés pour l'obtenir en rabaissent singulièrement la valeur". Il est inutile d'ajouter que les deux organes cléricaux ne citent pas ces moyens! Ils se gardent de le faire—aucun acte, aucun fait, qui puisse justifier ces absurdes accusations d'intervention officielle. Quant aux candidats réactionnaires et à leurs électeurs, leur conduite, toujours d'après les mêmes journaux, a été au-dessus de tout éloge. Il y a lieu de les féliciter de leur courage, de leur activité et l'esprit politique qu'ils ont déployé. En somme, grâce à l'énergie et à la vaillance des uns et des autres, ce scrutin peut être envisagé comme un enseignement et une espérance. Le *Monde* et la *Gazette de France* sont, on le voit, battus et contents.

La mine de l'*Univers* est beaucoup plus refrognée. Le journal de la rue des Saints-Pères demande aux prétendus conservateurs s'ils n'ont pas de reproches à se faire. Il ne cache pas que ces résultats électoraux sont regrettables en ce qu'ils paraissent justifier les détestables invalidations prononcées par la majorité.

Le *François* et le *Pays* sont d'accord, eux aussi, pour reconnaître et déclarer que le parti vainc est pour beaucoup dans "l'accident malheureux" qu'il subit. Seulement, après avoir fait sur eux-mêmes une sorte d'examen de conscience, ils adressent à ce parti des reproches contraires et ils lui tracent pour l'avenir des règles de conduite absolument opposées. Le *François* dit en effet: "Jusqu'ici, la minorité devait avoir grand soin de demeurer toujours une opposition conservatrice, plus soucieuse de faire comprendre au pays comment elle relèverait ses affaires demain au pouvoir que d'embarrasser aujourd'hui les ministres, et il est incontestable qu'en Asie — au moins dans l'Asie septentrionale et centrale — l'avenir lui appartient. La langue espagnole a la plus grande partie de l'Amérique bien à elle, la langue portugaise est appelée dans le bassin de l'Amazone à un très brillant avenir. Quant à l'allemand, il ne s'est point propagé au dehors, malgré l'incessante immigration allemande. Il n'y a nulle part, hors d'Europe, de petite Allemagne; mais il y a, en Europe, une grande Allemagne qui comprend soixante millions d'âmes. Enfin, la langue française parlée par quarante-cinq millions d'Européens, et, dans les autres parties du monde, seulement par quatre millions d'hommes, sur lesquels trois millions de Canadiens.

Tel est, au point de vue des langues européennes et de leur concurrence, le bilan de la situation.

Lorsqu'elle s'est fondée, l'Association pour la propagation de la langue française a d'abord, afin d'agir avec méthode, se demander de quel côté elle tournerait ses premiers efforts. S'inspirant des paroles que Prévost-Paradol prononçait en 1868, elle a jeté les yeux sur le bassin de la Méditerranée — ce grand lac français — et en particulier sur l'Algérie.

L'Algérie, comme la Tunisie et le Maroc, fait partie intégrante d'une région bien distincte, sorte d'Afrique mineure ou européenne, dont la nature a nettement dessiné les frontières. Elle n'est exclusivement ni un piège de peuplement ni un pays d'exploitation, elle est l'un et l'autre. La race française peut y vivre et s'y reproduire à côté de la vieille race des Berbères arabisés et se mêler à elle. Dès le moment où la conquête put être considérée comme achevée, c'est-à-dire vers 1860, les gouvernements militaires, dont on dit pourtant beaucoup de mal, fondèrent successivement une trentaine d'écoles, mais c'était bien peu pour enseigner notre langue à une population de trois cent mille enfants. Lorsque nos colons se furent répandus sur le territoire, des progrès furent réalisés. Toutefois, il n'y a encore que quatre ou cinq mille petits Arabes qui apprennent le français. De grands efforts ont été faits, avec le concours de l'Association française, par M. Jules Ferry, qui, étant ministre de l'Instruction publique, fonda, en Kabylie, de nombreuses écoles.

L'Association pour la propagation de la langue française compte M. Tirman parmi ses membres les plus dévoués; elle recueille tous les jours en Algérie des adhésions nombreuses parmi les fonctionnaires et les professeurs.

L'Association n'a pas borné ses efforts à l'Algérie. Elle a des correspondants dans tout le bassin de la Méditerranée: en Tunisie, où elle est puissamment secondée par M. Cambon, au Maroc, en Egypte, où elle peut compter sur le concours de M. Maspéro, elle a des écoles françaises.

Il en est de même dans plusieurs villes de la Turquie ou de la Syrie: à Beyrouth, l'Association subventionne une école de médecine française. Elle a noué des relations avec seize églises wallonnes de Hollande, dont les fidèles sont les descendants de Français réfugiés après la révocation de l'Edit de Nantes.

Hors d'Europe, la langue française n'est pas moins propagée: à Maurice, qui est comme un Canada dans le Grand Océan,—aux Iles Seychelles, où l'on parle un français corrompu. Quant aux Canadiens eux-mêmes, ils pénètrent tous les jours de plus en plus dans le Nord des Etats-Unis, où déjà 600,000 Canadiens sont établis et parlent le français.

Enfin ce soir même, dit M. Foncin, part notre vice-président M. P. Bert. Il sera en Indo-Chine notre auxiliaire puissant et dévoué.

Tous nos vœux et les vœux de tous les Français l'accompagnent.

Suivant une dépêche de Vienne, adressée au *Daily News* de Londres, le gouvernement russe a fait parvenir aux gouvernements étrangers un projet de loi internationale stipulant l'extradition des criminels politiques et des réfractaires. Ce projet a été accepté par la Turquie, la Hollande, l'Espagne et la Suède. L'Angleterre et l'Italie ont refusé leur adhésion. La France, la Belgique et la Suisse demandent une définition précise du terme "criminel politique". L'Autriche n'a pas encore fait de réponse.

Décédée vendredi matin, à 3 heures, Mme J. L. BRUGIER, née Elisha O'Dubligg, âgée de 39 ans. Les amis et connaissances de la famille sont priés d'assister à l'enterrement qui aura lieu ce matin, à 10 heures. Le corps est exposé à sa dernière résidence, encoignure des rues Hôpital et Roman.

PICKWICK CLUB BUILDING,
No 140 rue du Canal.
B. TREMOULET
Vend en gros et en détail VINS et LIQUEURS de toutes sortes, Comestibles de choix, etc.
Livraison à domicile. 8 nov—1an PP

Perdu.
DANS la nuit du 3 au 4, une boucle d'oreille montée d'un diamant solitaire, sur le parcours de la rue Bourbon à la Salle Grunewald. Une récompense libérale sera donnée à la personne qui la remettra au coin Conti et Bourbon. No. 71. 6mars—3f PP.

FLORIAN, Cardinal DESPREZ,
Archevêque de Toulouse.

Théâtre de l'Opéra.
Bientôt première représentation de **La Fille du Tambour Major** et de **la Princesse des Canaries**, à l'Opéra.

Il est question du bénéfice de Madame et Monsieur Caisso. Encore autant de grandes soirées assurées à la direction.

Dimanche: **Le Cœur et la Main.**

Le journal officieux *El Correo* de Madrid annonce que les décrets prononçant la dissolution des Cortès espagnoles actuelles et la convocation des nouvelles, paraîtront dans la *Gazette officielle* pendant les premiers jours du mois de mars.

Les élections de la Chambre des députés auront lieu dans les premiers jours d'avril, et les Cortès se réuniront le 10 ou le 15 mai.

La Grèce et l'Europe.

M. John Lemoinne écrit, dans le *Journal des Débats*:

Tout le monde, en ce moment, est en veine de sermonner les Grecs. De tous côtés on les adjure de ne pas se jeter dans un imprudent héroïsme, et on les avertit que l'Europe voudrait bien qu'on la laisse dormir en paix. Nous ne voudrions pas introduire une note discordante dans cet charmant concert européen. Nous ne pourrions nous-même donner aux Grecs que des conseils de sagesse et de patience, car nous savons qu'ils ne peuvent pas compter sur le concours actif même des peuples qui leur portent le plus de sympathie. La France ne récite plus *les Orientales*, et l'Angleterre a oublié *Child Harold*.. Le Conseil municipal de Paris n'est pourtère pas très fort en grec, et M. Gladstone, le familier d'Homère, qui a restitué aux Hellènes les îles Ioniennes, a bien assez à faire du côté de l'Irlande.

Nous ne pouvons donc que nous joindre aux conseils pacifiques qui sont si prodigués à la Grèce. Mais du moins nous le faisons dans un esprit amical, et en constatant qu'elle est absolument dans son droit en se montrant mécontente. Nous devons reconnaître que c'est l'Europe qui a manqué à tous les engagements qu'elle avait pris envers la nation grecque.

Quand, en 1878, la Russie avait poussé ses armées jusqu'à la banlieue de Constantinople, quand les officiers russes allaient faire sonner leurs éperons sur les dalles de Sainte-Sophie, certes l'occasion était propice pour les Grecs d'entrer en campagne. Pourquoi ne le firent-ils pas? Parce que l'Europe leur dit: "Soyez sages; restez tranquilles. Vous y gagnerez plus, sans avoir rien risqué. Laissez-nous faire nos affaires et les vôtres." Mais l'Europe ne fit que les siennes. Et, quand les Grecs réclamèrent, on leur répondit: "Vous n'avez rien fait, on ne vous doit rien."

La Grèce réclamait un agrandissement de frontières. Le Congrès de Berlin le lui avait formellement promis, à la condition qu'elle se tiendrait tranquille. Il est facile de rechercher toute l'histoire de ces négociations. Ce fut au mois de juin 1880 qu'une Conférence fut convoquée à Berlin pour fixer une nouvelle délimitation de frontières. La Conférence, à l'unanimité, vota un tracé qui donnait Mezzo et Janina aux Grecs. Cette décision fut notifiée, le 16 juillet, à la Grèce, qui l'accepta. Ce fut la Turquie qui refusa, et qui demanda de nouvelles négociations. Le 26 août, l'ambassadeur d'Allemagne remit, au nom de toutes les puissances, une Note à la Porte, déclarant que les négociations ne pouvaient être rouvertes. Pourquoi revint-on sur cette déclaration? Et pourquoi la France prit-elle la singulière initiative de proposer un nouvel arbitrage collectif? La Grèce n'en voulait pas. Elle savait bien qu'elle ne pouvait qu'y perdre.

La Turquie a le même genre de gouvernement et de diplomatie que la Papauté. Elle a la résistance passive, la force des prêtres et des femmes. Elle a les expédiens dilatoires. Jamais on ne s'est mieux moqué de la grande diplomatie européenne qu'elle ne l'a fait dans cette négociation. Ainsi, le prince de Hohenlohe, président de la Conférence de Berlin, terminait la dernière séance par ces mots pompeux: "Messieurs, ceci est manifestation solennelle de la volonté de l'Europe ne saurait, à la longue, rencontrer de résistance sérieuse." Ce fut précisément à la longue qu'elle en rencontra. La majestueuse Conférence eut beau renouveler sa sommation en ces termes: "La décision avait été prise après mûre délibération et à la suite des différens tracés successivement proposés par les gouvernemens ottoman et grec, les puissances médiatrices ne sauraient consentir à ce que la discussion soit rouverte à cet égard...." la Porte resta sourde.

Et, plus tard, on déclarait encore à la Porte qu'on ne pouvait plus examiner que "la meilleure manière d'effectuer l'évacuation par les autorités ottomanes des territoires que vise la décision de la Conférence, ainsi que leur remise au gouvernement hellénique."

Oh! sans doute, c'était bien imposant; mais, comme en même temps et la guerre finit, on laissait entendre à la Turquie qu'on ne l'exproprierait pas de force, elle se contenta de rire au nez de l'Europe. Elle refusa catégoriquement de céder l'Epire et l'Albanie, Janina et Metzovo, attribués solennellement à la Grèce par la Conférence. Et le fameux tracé, qui avait été d'abord "un titre irréfragable" pour devenir ensuite "un titre important", finit par se résoudre en un titre platonique.

Et alors cette bonne Conférence, se résignant chrétiennement à être bafouée par les Turcs, reprit ses opérations par cette noble conclusion: "Les conditions consignées dans l'acte final de la Conférence de Berlin n'ayant pu, par la force des choses, recevoir l'exécution pacifique que les Cabinets avaient eu vue, les puissances médiatrices ont prescrit à leurs représentans à Constantinople de rechercher et d'arrêter entre eux une ligne frontière qui leur paraîtrait le mieux répondre aux nécessités de la situation."

C'était bien la peine de monter sur de si grands chevaux pour en descendre aussi piteusement. Certainement la Grèce fit bien de se résigner; elle était abandonnée, elle était trahie après des promesses solennelles. Ce fut au mois de juin 1880 qu'une Conférence fut convoquée à Berlin pour fixer une nouvelle délimitation de frontières. La Conférence, à l'unanimité, vota un tracé qui donnait Mezzo et Janina aux Grecs. Cette décision fut notifiée, le 16 juillet, à la Grèce, qui l'accepta. Ce fut la Turquie qui refusa, et qui demanda de nouvelles négociations. Le 26 août, l'ambassadeur d'Allemagne remit, au nom de toutes les puissances, une Note à la Porte, déclarant que les négociations ne pouvaient être rouvertes. Pourquoi revint-on sur cette déclaration? Et pourquoi la France prit-elle la singulière initiative de proposer un nouvel arbitrage collectif? La Grèce n'en voulait pas. Elle savait bien qu'elle ne pouvait qu'y perdre.

La Turquie a le même genre de gouvernement et de diplomatie que la Papauté. Elle a la résistance passive, la force des prêtres et des femmes. Elle a les expédiens dilatoires. Jamais on ne s'est mieux moqué de la grande diplomatie européenne qu'elle ne l'a fait dans cette négociation. Ainsi, le prince de Hohenlohe, président de la Conférence de Berlin, terminait la dernière séance par ces mots pompeux: "Messieurs, ceci est manifestation solennelle de la volonté de l'Europe ne saurait, à la longue, rencontrer de résistance sérieuse." Ce fut précisément à la longue qu'elle en rencontra. La majestueuse Conférence eut beau renouveler sa sommation en ces termes: "La décision avait été prise après mûre délibération et à la suite des différens tracés successivement proposés par les gouvernemens ottoman et grec, les puissances médiatrices ne sauraient consentir à ce que la discussion soit rouverte à cet égard...." la Porte resta sourde.

Et, plus tard, on déclarait encore à la Porte qu'on ne pouvait plus examiner que "la meilleure manière d'effectuer l'évacuation par les autorités ottomanes des territoires que vise la décision de la Conférence, ainsi que leur remise au gouvernement hellénique."

Oh! sans doute, c'était bien imposant; mais, comme en même temps et la guerre finit, on laissait entendre à la Turquie qu'on ne l'exproprierait pas de force, elle se contenta de rire au nez de l'Europe. Elle refusa catégoriquement de céder l'Epire et l'Albanie, Janina et Metzovo, attribués solennellement à la Grèce par la Conférence. Et le fameux tracé, qui avait été d'abord "un titre irréfragable" pour devenir ensuite "un titre important", finit par se résoudre en un titre platonique.

Et alors cette bonne Conférence, se résignant chrétiennement à être bafouée par les Turcs, reprit ses opérations par cette noble conclusion: "Les conditions consignées dans l'acte final de la Conférence de Berlin n'ayant pu, par la force des choses, recevoir l'exécution pacifique que les Cabinets avaient eu vue, les puissances médiatrices ont prescrit à leurs représentans à Constantinople de rechercher et d'arrêter entre eux une ligne frontière qui leur paraîtrait le mieux répondre aux nécessités de la situation."

C'était bien la peine de monter sur de si grands chevaux pour en descendre aussi piteusement. Certainement la Grèce fit bien de se résigner; elle était abandonnée, elle était trahie après des promesses solennelles. Ce fut au mois de juin 1880 qu'une Conférence fut convoquée à Berlin pour fixer une nouvelle délimitation de frontières. La Conférence, à l'unanimité, vota un tracé qui donnait Mezzo et Janina aux Grecs. Cette décision fut notifiée, le 16 juillet, à la Grèce, qui l'accepta. Ce fut la Turquie qui refusa, et qui demanda de nouvelles négociations. Le 26 août, l'ambassadeur d'Allemagne remit, au nom de toutes les puissances, une Note à la Porte, déclarant que les négociations ne pouvaient être rouvertes. Pourquoi revint-on sur cette déclaration? Et pourquoi la France prit-elle la singulière initiative de proposer un nouvel arbitrage collectif? La Grèce n'en voulait pas. Elle savait bien qu'elle ne pouvait qu'y perdre.

La Turquie a le même genre de gouvernement et de diplomatie que la Papauté. Elle a la résistance passive, la force des prêtres et des femmes. Elle a les expédiens dilatoires. Jamais on ne s'est mieux moqué de la grande diplomatie européenne qu'elle ne l'a fait dans cette négociation. Ainsi, le prince de Hohenlohe, président de la Conférence de Berlin, terminait la dernière séance par ces mots pompeux: "Messieurs, ceci est manifestation solennelle de la volonté de l'Europe ne saurait, à la longue, rencontrer de résistance sérieuse." Ce fut précisément à la longue qu'elle en rencontra. La majestueuse Conférence eut beau renouveler sa sommation en ces termes: "La décision avait été prise après mûre délibération et à la suite des différens tracés successivement proposés par les gouvernemens ottoman et grec, les puissances médiatrices ne sauraient consentir à ce que la discussion soit rouverte à cet égard...." la Porte resta sourde.

Et, plus tard, on déclarait encore à la Porte qu'on ne pouvait plus examiner que "la meilleure manière d'effectuer l'évacuation par les autorités ottomanes des territoires que vise la décision de la Conférence, ainsi que leur remise au gouvernement hellénique."

Oh! sans doute, c'était bien imposant; mais, comme en même temps et la guerre finit, on laissait entendre à la Turquie qu'on ne l'exproprierait pas de force, elle se contenta de rire au nez de l'Europe. Elle refusa catégoriquement de céder l'Epire et l'Albanie, Janina et Metzovo, attribués solennellement à la Grèce par la Conférence. Et le fameux tracé, qui avait été d'abord "un titre irréfragable" pour devenir ensuite "un titre important", finit par se résoudre en un titre platonique.

Et alors cette bonne Conférence, se résignant chrétiennement à être bafouée par les Turcs, reprit ses opérations par cette noble conclusion: "Les conditions consignées dans l'acte final de la Conférence de Berlin n'ayant pu, par la force des choses, recevoir l'exécution pacifique que les Cabinets avaient eu vue, les puissances médiatrices ont prescrit à leurs représentans à Constantinople de rechercher et d'arrêter entre eux une ligne frontière qui leur paraîtrait le mieux répondre aux nécessités de la situation."

C'était bien la peine de monter sur de si grands chevaux pour en descendre aussi piteusement. Certainement la Grèce fit bien de se résigner; elle était aband